

Douglas Macgregor : Israël face à la Turquie et au Qatar : nouvelle stratégie de guerre ?

Douglas Macgregor est un colonel à la retraite, vétéran de combat et ancien conseiller principal du secrétaire américain à la Défense. Veuillez aimer, vous abonner et partager ! Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons le colonel Douglas Macgregor, ancien conseiller du secrétaire américain à la Défense, également auteur et vétéran de combat. Merci donc de revenir dans l'émission.

#Douglas Macgregor

Je suis ravi d'être ici, Glenn.

#Glenn

On voit donc que la stratégie militaire américaine contre l'Iran a pris plusieurs formes. Elle a commencé par une frappe visant à décapiter le pouvoir. L'accent a ensuite été mis sur la dissuasion, et aussi, dans une certaine mesure, sur la contrainte, pour tenter de rouvrir le détroit d'Ormuz. Mais rien de tout cela ne semble avoir fonctionné. Je me demande donc ce qui pourrait se passer ensuite. Que pourraient tenter les États-Unis, ou l'administration Trump, sur le plan militaire ? Car ils ne semblent pas encore s'être résolus à la paix.

#Douglas Macgregor

Non, je pense que les rumeurs évoquant une quelconque entente ou un accord, comme le président aime l'appeler, sont très largement exagérées. Il ne semble y avoir aucune véritable volonté de parvenir à un accord, à moins qu'il ne s'agisse de la capitulation sans condition des Iraniens devant tout ce que Washington exige. Donc, je ne pense pas que nous verrons beaucoup de changements sur ce point. En fait, hier, je parlais avec un collègue. C'est un expert de ces questions, particulièrement de la Russie. Il m'a dit : « Ce qui est intéressant, c'est que le supplétif de Washington en Ukraine a perdu la guerre face à Moscou, face à la Russie, mais les Russes n'ont pas

encore réussi à consolider ou à garantir leur victoire. » De la même manière, je pense qu'on peut soutenir que l'armée américaine, qui agit comme un substitut pour les Israéliens, semble avoir perdu la guerre contre l'Iran sur un certain nombre de questions, notamment le contrôle du golfe Persique.

Mais les Iraniens n'ont pas encore assuré leur propre victoire. Autrement dit, nous sommes dans une situation d'entre-deux, à ce stade. Et ce que l'Histoire nous enseigne, c'est que si les Russes veulent l'emporter en Ukraine, et si les Iraniens veulent l'emporter au Moyen-Orient, ils doivent consolider leurs victoires. Ils doivent agir de manière décisive. Jusqu'ici, les Russes ont semblé peu disposés à le faire. Et il semble que les Iraniens, à ce stade, soient tout à fait prêts à attendre, en partant, je pense, du principe que les dommages causés à l'économie mondiale, ainsi qu'aux États-Unis, par la fermeture du détroit, joueront en leur faveur. Et ils pensent probablement que nous ne reviendrons jamais sur les bases qui ont été détruites. Ce n'est pas une mauvaise hypothèse.

Mais je pense qu'ils sous-estiment la détermination des Israéliens à nous entraîner de nouveau dans la région. Cela soulève donc des questions importantes pour les Iraniens. Que vont-ils faire pour s'assurer que nous ne revenions pas sous une autre forme ? Nous sommes peut-être, pour l'essentiel, déjà partis à ce stade. Même si, j'imagine, la date butoir absolue pour notre départ d'Irak, l'évacuation complète du pays, est le trente septembre. Je suppose que nous respecterons cette échéance. Je ne sais pas combien d'entre nous sont encore en Irak. Mais le fond du problème reste le même : que va faire l'Iran ? Nous savons que ce à quoi nous assistons en ce moment, c'est un renforcement militaire massif en vue d'une nouvelle guerre contre l'Iran.

Quiconque suit ce qui se passe dans l'Armée de l'air américaine le sait. Nos forces montent en puissance. Nous envoyons de plus en plus d'aviateurs et d'autres personnels en Grande-Bretagne et en Allemagne, sur des bases dans ces pays, d'où, vraisemblablement, nous ferons décoller des bombardiers. Et un grand nombre de bombardiers peuvent être rapidement acheminés, préparés, chargés d'armes, puis envoyés en opération. Ma question est donc la suivante : quand cela se produira-t-il ? Eh bien, cela pourrait arriver avant les élections, ou immédiatement après. On a l'impression qu'il existe une volonté d'attendre après les élections. Vraisemblablement parce que nous essayons de reconstituer de nombreux stocks : des missiles, des munitions guidées de précision, et ainsi de suite. Ensuite, il y a les quarante mille bombes de neuf cents kilos qui sont expédiées à Israël. Et même si Israël voulait toutes les livrer, il ne le pourrait pas.

Je pars donc du principe qu'une grande partie de ces équipements est destinée à être utilisée par les États-Unis. Et nous utiliserons Israël comme base de lancement pour la prochaine vague d'attaques. À ce stade, le mieux qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas eu de véritable changement fondamental dans la situation entre nous et l'Iran. Et c'est probablement le dernier baroud d'honneur de l'armée américaine dans sa tentative de mettre l'Iran au pas. Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Quelle condition, autre qu'une capitulation totale, sommes-nous prêts à accepter ? Je ne sais pas. Et je ne sais pas non plus jusqu'à quel niveau de destruction nous pouvons aller. Nous pouvons certainement en causer énormément. Mais est-ce que cela entraînera la désintégration de l'État iranien, ce qui est manifestement ce qu'Israël veut ? Je ne sais pas ce que nous voulons, en dehors de ce qu'Israël

veut. C'est donc une situation très difficile en ce moment. Mais je ne vois pas vraiment d'éclaircie à l'horizon, disons-le comme ça.

#Glenn

Je suis heureux que vous ayez un peu comparé cela au cas ukrainien. Parce que là aussi, on a des dirigeants européens qui disent vouloir combattre la Russie, mais qui n'expliquent pas comment ils vont la vaincre. Ils ne peuvent pas désigner une armée qu'ils pourraient employer, et ils n'expliquent même pas ce que signifie faire la guerre. Vont-ils les combattre en Ukraine ? Vont-ils lancer des missiles ? Mais il n'y a pas de voie crédible vers la victoire. Et j'imagine que c'est une similarité avec l'Iran. Voyez-vous un scénario crédible dans lequel les États-Unis pourraient gagner cette guerre ? Parce que, vous savez, cette combinaison de géographie et de nouvelles technologies d'armement place l'Iran dans une position très favorable. Pensez-vous que les États-Unis enverraient des forces terrestres, prendraient réellement le contrôle de certaines parties de l'Iran ou, d'ailleurs, du Yémen ? Ou bien ne s'agirait-il que de campagnes de bombardements ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, en réalité, selon les critères historiques, nous n'avons pratiquement pas d'armée. Dans ce qu'on appelle l'armée permanente, ou l'armée régulière, nous sommes à moins de quatre cent cinquante mille hommes. D'ailleurs, on n'emploie même plus beaucoup l'expression « armée régulière ». Je ne sais pas quel est le plan concernant les réservistes et les membres de la Garde nationale. Je pense que cela risquerait probablement de créer des frictions avec le Congrès, d'une manière qui ne serait pas très populaire. Et je suis sûr que le président Trump ne souhaite pas vraiment mobiliser un grand nombre de réservistes et de membres de la Garde nationale. Je ne vois pas grand-chose se produire sur le terrain. Cela dit, ça n'exclut pas certaines possibilités. Pourrait-on, en théorie, trouver un moyen d'utiliser des Marines et des soldats pour entrer dans le Golfe ?

Si ce n'est pour faire plaisir au président Trump et à ses soutiens. Et par là, je parle des Israéliens qui le poussent à la guerre. Il y a Chabahar, sur la côte de l'océan Indien, ou de la mer d'Arabie, comme vous voudrez l'appeler. Je ne suis pas certain que cela soit bien accueilli, parce que c'est un port très important pour beaucoup de gens en dehors de la région. Donc, je ne vois tout simplement pas ce que vous pensez pouvoir accomplir avec des troupes au sol. Maintenant, peut-on faire certaines choses avec des forces d'opérations spéciales ? Probablement. Mais cela ne s'est pas très bien passé la dernière fois que nous avons essayé. Et je pense qu'à ce moment-là, nous avons décidé qu'il fallait peut-être adopter une autre approche pour traiter la question de l'uranium soi-disant enrichi.

Pour l'instant, je pense qu'il s'agit surtout d'une opération aérienne et de missiles. La vraie question, c'est : quand il deviendra clair que l'Iran ne va pas capituler, est-ce qu'on en viendra à utiliser des armes nucléaires ? Et peu m'importe que certains veuillent appeler ça une arme nucléaire tactique ou autre chose. Une arme nucléaire reste une arme nucléaire. Cela ouvre, en apparence, la boîte de

Pandore. Cela peut entraîner toutes sortes de conséquences terribles, une escalade rapide. Cela pourrait même faire entrer les Russes et les Chinois dans le conflit. On semble avoir supposé qu'on avait apaisé les Chinois à la suite de cette dernière visite. Je ne sais pas vraiment pourquoi on le pense.

Je ne pense pas que les Chinois soient stupides. Et il s'avère qu'il y a eu très peu de discussions sur Taïwan. Ou alors, s'il y en a eu, nous n'en savons rien. Et à moins que nous soyons prêts à nous en tenir au communiqué de Shanghai, conclu dans les années mille neuf cent soixante-dix, par lequel nous avons absolument renoncé à tout nouvel intérêt à faire de Taïwan un État indépendant, les Chinois ne vont pas nous prendre très au sérieux. Maintenant, sur le plan économique, notre situation est très fragile. Vous savez, nous voyons le rendement des obligations à dix ans continuer d'augmenter. Il est évident pour tout le monde que ce qu'on appelle la Réserve fédérale n'exerce pas beaucoup de contrôle sur quoi que ce soit.

Donc, toute cette structure économique des États-Unis pourrait, du jour au lendemain, passer en code bleu, si vous voulez, et s'effondrer d'une manière qu'on n'a pas vue depuis cent ans. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de tremblement de terre depuis cent ans dans un endroit comme Naples qu'il n'y en aura pas un. Je pense que c'est la même chose pour nous, sur le plan financier. Donc, on pourrait très vite voir quelque chose de vraiment terrible se produire ici, aux États-Unis. Cela changerait complètement la nature de toute l'opération. Que fait-on si on ne peut plus rien se permettre, si on n'a plus d'argent à dépenser ? Et on a déjà un problème avec du matériel usé et des gens épuisés.

Vous savez, le fait de solliciter abusivement vos forces en permanence, mois après mois, année après année, ça ne marche pas très bien. Je ne nous vois donc rien obtenir de valable. Mais, encore une fois, je ne connais pas tous les plans. Et peut-être qu'il y a là-dedans un ingrédient secret dont je n'ai pas connaissance. Je n'exclus pas cette possibilité. Mais je ne vois tout simplement pas l'Iran capituler. Point final. Et le reste de la région est en plein chaos. Tout s'effondre. L'Arabie saoudite, les petits États, tout. Et je ne pense pas qu'on puisse compter sur les Turcs pour rester tranquillement assis indéfiniment. J'ai regardé leur télévision. J'ai suivi des briefings d'anciens officiers. À mes yeux, la situation a l'air très grave et très tendue, en Syrie comme en Méditerranée.

#Glenn

Oui, c'est ce qui m'inquiète. En général... enfin, les États-Unis ont souvent eu l'avantage, en tant qu'hégémonie mondiale, de pouvoir contrôler toutes les variables et de ne se concentrer que sur une à la fois. Mais si l'économie se dégrade, si la guerre s'étend, comme on l'a vu au Yémen et en mer Rouge... Et puis, il y a un peu l'inconnue israélienne, je suppose. Parce qu'Israël est celui qui a déclenché cette guerre, à l'été dernier. Mais en regardant Netanyahu parler, je me demandais : quels sont les autres projets d'Israël ? Vous pensez qu'ils pourraient s'en prendre à la Turquie ou au Qatar ? Enfin, si c'est le cas, qu'est-ce que cela signifie exactement ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, revenons à quelque chose qu'elle a dit, et qui est très important. L'une des hypothèses fondamentales de l'hégémonie militaire américaine, c'est que nous avons toujours habillé cette idée d'hégémonie sous le nom, entre guillemets, d'« ordre international libéral fondé sur des règles ». Franchement, laissez-moi rire. Les règles de qui ? Nos règles. Quand s'appliquent-elles ? Quand nous disons qu'elles s'appliquent. À qui s'appliquent-elles ? À qui nous décidons. Donc, cela n'a rien à voir avec le droit international. On continue d'entendre Poutine, les dirigeants iraniens, et même le président Xi, parler de droit international. Il n'y a rien que nous méprisions davantage à Washington que le droit international. Donc, ça ne veut rien dire. Le problème avec l'hégémonie, en revanche, c'est qu'il faut être capable de projeter une puissance militaire décisive partout dans le monde, à tout moment.

Eh bien, je pense qu'il est parfaitement évident que ce n'est plus possible. Nous n'avons plus ce pouvoir, et je ne vois aucun signe indiquant que nous allons le retrouver. Mais je pense que le président Trump a finalement décidé d'essayer de rétablir l'hégémonie. Autrement dit, il essaie de revivre le moment unipolaire. Cela n'arrivera pas. C'est une mauvaise idée. Le moment unipolaire est terminé. Laissons-le mourir. Vivons dans ce nouveau monde, où il y a de nombreuses puissances. Car nous ne sommes plus la puissance dominante, ni sur le plan économique, ni sur le plan militaire, ni sur le plan financier. Et nous nous battons contre cette réalité, ce qui aggrave considérablement les choses, pour nous comme pour le reste du monde. Mais le président Trump ne montre aucun signe qu'il soit prêt à y renoncer.

Alors, je pense qu'il considère le soutien inconditionnel à Israël comme faisant partie de cette tentative de reconquérir, ou de retrouver, une hégémonie militaire mondiale. C'est une mauvaise idée. Mais les Israéliens savent une chose : s'ils ne parviennent pas à nous maintenir engagés dans la région indéfiniment, s'ils ne parviennent pas à nous y ramener, et s'ils ne peuvent pas vaincre l'Iran, combien de temps peuvent-ils raisonnablement espérer survivre dans la région ? On ne peut pas dire à tous les peuples de la région qui vous entourent qu'ils sont sous-humains, et que la chose la plus importante qu'ils puissent faire pour vous, c'est mourir. C'est, de fait, ce que les Israéliens disent aux gens. Il s'agit de suprématie juive, au pire sens du terme. Dans ces circonstances, il est très difficile de se faire de nouveaux alliés dans la région.

Et ceux qu'ils ont ont désormais été mis en pleine lumière. Ce qui veut dire que, si vous êtes aux Émirats arabes unis ou en Arabie saoudite, il y a des millions, des dizaines de millions d'Arabes musulmans, mais aussi de s musulmans et d'Iraniens, qui ont tous compris que ces gens sont des traîtres. Ils ont trahi les intérêts de l'islam, les intérêts de leur peuple, les intérêts du monde islamique. Donc, j'ai du mal à imaginer que davantage de guerre puisse produire quoi que ce soit de positif. Au contraire, je pense que cela pourrait achever nos intérêts dans la région et rendre impossible toute position future des États-Unis. Mais peut-être qu'il y a une recette secrète, quelque chose dont nous n'avons pas entendu parler. Qui sait ? Il va falloir attendre et voir.

#Glenn

Eh bien, quand Trump a prononcé ce discours aux Nations unies, il a beaucoup insisté sur le fait que l'Iran pouvait devenir un pays très puissant et prospère, ou bien être anéanti. Au-delà de cette démonstration de force, il est intéressant de voir que tout est lié aux élections de mi-mandat. Autrement dit, même s'il voulait conclure un accord, ou s'il voulait partir en guerre totale, il préfère attendre après les élections de mi-mandat. Sait-on déjà ce qu'il pourrait réellement faire dans ce cas-là ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, j'entends des gens avancer cet argument. Moi, je ne le vois pas comme ça, parce qu'il ne peut rien faire pour améliorer sa position avant les élections de mi-mandat. Il suffit de regarder les sondages actuels. Il perd de la vitesse et de l'altitude à un rythme très, très rapide. En ce moment, aux États-Unis, il est à peu près aussi populaire que la peste. Il y a très peu d'intérêt ou de soutien pour la guerre contre l'Iran. Bien sûr, il y en a au Capitole, mais c'est une question d'argent. C'est lié au fait que des élus reçoivent de l'argent de sources pro-sionistes. Ils profitent aussi de délits d'initiés et de toutes sortes d'arrangements particuliers que le système financier, aux mains des sionistes, peut leur procurer. Alors ils vont rester engagés dans cette guerre, du moins à ce stade.

Si ça se termine mal et que Trump perd, ils diront tous : « Vous voyez, on vous l'avait bien dit. » Vous savez, c'est ce que fait le Congrès. Il attend que tout s'effondre, puis il s'en lave les mains : « Ce n'est pas notre responsabilité. » Je ne pense pas que les Américains soient encore assez stupides pour ça. Je pense qu'ils ont compris beaucoup de choses. Ils savent que Trump est revenu sur chacune de ses promesses. Il a trahi toute la confiance qu'on pouvait imaginer, celle de son propre parti comme celle de sa propre base électorale. Et je pense que les Américains sont de plus en plus écœurés par ce qu'ils voient : un simulacre déguisé en gouvernement, qui relève presque de la kleptocratie. Alors, je ne sais pas si les élections de mi-mandat jouent vraiment un rôle si important.

Je pense que l'une des rares fois où le président Trump a été totalement honnête, c'est quand il a dit : « Franchement, les élections de mi-mandat ne m'inquiètent pas. » Et je pense qu'il doit prendre une décision — ou qu'il a dû la prendre : est-ce que je vais dans le sens de mes soutiens, de ma base, et des autres qui s'opposent à ces politiques ? Ou est-ce que je m'y tiens ? Et je pense qu'il a décidé qu'il valait mieux s'en tenir à ces politiques, parce que c'est là que se trouve l'argent. Les milliardaires qui le soutiennent, les milliardaires qui l'ont fait élire, les milliardaires qui dictent la politique : ce sont eux qui lui donnent le plus de chances de rester au pouvoir. S'il les trahit à ce stade, ce que j'appellerais faire du Charlie Kirk...

Autrement dit, il a une prise de conscience et il dit : « Oh, je me suis trompé. » Est-ce qu'il finit comme Charlie Kirk ? Je n'en suis pas sûr. Mais il se retrouve certainement dans beaucoup d'ennuis, parce qu'à ce moment-là, les garde-fous qui l'empêchent de faire face à une procédure de destitution disparaissent. Vous voyez, si la majorité du Congrès est toujours prête à soutenir la

guerre sioniste dans laquelle nous sommes engagés, qu'est-ce qui peut faire croire à qui que ce soit qu'elle ne soutiendra pas, soudainement, tout ce que Trump voudra ? Autrement dit, Trump doit faire très attention. Tout ce qu'il fait, tout ce qu'il dit, tout ce qu'il représente dépend désormais du soutien des gens qui l'ont mis là où il est, et non du peuple américain. Le peuple américain n'a tout simplement pas une place importante dans cette équation du pouvoir.

#Glenn

On voit d'ailleurs quelque chose de similaire en Europe. C'est-à-dire que ce que les élites cherchent à imposer, il est assez évident que les gens n'en veulent pas. C'est pour ça qu'il y a toutes ces manipulations, cette censure. Et c'est aussi pour ça que les dirigeants sont, au bout du compte, si impopulaires. Mais concernant la relation entre les États-Unis et Israël, c'est intéressant. Le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël, évidemment, permet à Israël de faire des choses qu'il ne ferait pas autrement. En revanche, si les États-Unis se retiraient maintenant, Israël deviendrait beaucoup plus vulnérable, imprévisible, et imprudent. Je suis d'accord avec vous. Mais quel serait alors l'avenir d'Israël ? Car, à terme, les États-Unis devront soit se retirer volontairement, soit y être contraints par l'économie, les puissances régionales, l'Iran... Encore une fois, c'est une hypothèse, mais selon vous, que se passerait-il alors pour Israël ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, pour l'instant, je pense que, pour les raisons que vous venez d'exposer, le président Trump n'abandonnera absolument pas son soutien inconditionnel à Israël. Cela restera en place. Cela pourrait changer si, effectivement, non seulement cette guerre échoue lamentablement — ce qui, à mon avis, finira probablement par arriver cette année — mais aussi si sa propre position politique est détruite par l'économie. Si cela se produit, si nous entrons dans une véritable spirale descendante, alors je pense que ce sera probablement le cas. Je veux dire, vous pourriez faire venir un certain nombre d'analystes brillants, de Ray Dalio à Luke Gromen en passant par Alasdair Macleod. Faites votre choix : ils vous disent tous la même chose.

Nous nous dirigeons vers quelque chose qui ne sera pas seulement pire que deux mille huit, mais probablement pire que le krach de vingt-neuf. Donc, s'ils ont raison — et je pense que c'est probablement le cas — c'est le dernier baroud d'honneur. C'est pour ça que je dis que c'est la dernière grande offensive militaire que nous pouvons mobiliser et réunir. Si ça ne marche pas, l'économie s'effondre. Où va Trump ? Il est probablement fini. Même dans ce cas, sa dépendance envers les milliardaires sionistes ne le sauvera probablement pas. Mais je parle d'une tempête parfaite. Et concernant Israël, je pense que c'est très évident : encore une fois, comme je l'ai dit auparavant, si nous nous désengageons soudainement de la région, si nous sommes soudainement vaincus militairement lors de notre dernière tentative, c'est fini pour nous.

Et si nous partons, Israël ne sera probablement pas loin derrière nous. Beaucoup d'Israéliens s'installent à Chypre. Des amis à Chypre m'ont contacté et m'ont dit que le pays est en grande partie

acheté par de riches Israéliens. Je n'ai aucune idée de savoir si cet argent vient d'Israël ou des États-Unis, mais beaucoup de biens immobiliers y sont achetés. À tel point que les Chypriotes sont très, très mécontents. En Grèce, on me dit que le centre d'Athènes est, là encore, en grande partie acheté par des Israéliens qui s'y installent. Ils s'installent aussi à Belgrade, en Serbie. Vous savez, ça ne renforce pas vraiment la confiance dans l'État d'Israël, n'est-ce pas ?

#Glenn

J'allais dire que cela mériterait peut-être quelques explications. Vous dites que si les États-Unis se retirent du Moyen-Orient, ce qui paraît de plus en plus probable, alors Israël suivrait. Mais, bien sûr, Israël est un État du Moyen-Orient. Vous voulez dire que les gens fuiraient, encore une fois, mais que le gouvernement resterait, que l'armée resterait, que leurs armes nucléaires resteraient ? Là encore, ce sont des spéculations dangereuses, mais comment cela se produirait-il, concrètement ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, la vraie question, c'est : Israël peut-il devenir un État normal dans la région ? Vous savez, celui qui en sait plus que moi sur le sujet, c'est Chas Freeman. Alistair Crooke aussi. Ils en ont parlé. Israël peut-il être un État normal au Moyen-Orient ? Je pense qu'ils en sont tous arrivés à la conclusion que c'est impossible. Est-ce que cela a déjà été possible ? Oui. Vous savez, nous approchons du mois d'octobre, et vous vous souvenez de la guerre israélo-arabe de mille neuf cent soixante-treize, qui a éclaté en octobre, la soi-disant guerre du Kippour. Cela a changé la situation stratégique sur le terrain, dans la région. Quand Sadate a attaqué avec les forces égyptiennes, qu'il a réussi à franchir le canal de Suez, à vaincre les Israéliens de l'autre côté et à les repousser, son objectif n'a jamais été autre chose que de récupérer le territoire perdu.

Sadate n'a jamais eu l'intention, quelles que soient les circonstances, d'aller plus loin, jusqu'au cœur d'Israël, dans le but de détruire Israël. Ça ne l'intéressait pas. Les Égyptiens n'ont jamais été intéressés par ça. Bon, peut-être que Nasser, avec ses fantasmes délirants, l'était. Je ne peux pas l'affirmer. Mais ce que je veux dire, c'est qu'avec le recul, ça s'est plutôt bien passé. Pour ce qui est de la Syrie, c'était une tout autre affaire. Ils ont échoué. S'ils avaient réussi à envahir Israël même — ce qui n'était pas impossible —, cela aurait changé les choses de façon spectaculaire. Leurs objectifs étaient différents de ceux de Sadate en Égypte. La question est donc : qu'est-ce qui est possible aujourd'hui ? Je ne sais pas si Israël peut être un État normal. Vraiment, je ne le sais pas.

Il pourrait devoir, excusez-moi, sous une forte pression, se replier derrière des murs fortifiés. Mais est-ce une solution à long terme au problème de la sécurité d'Israël ? Je pense qu'ils savent que non. Sinon, ils ne se seraient jamais lancés dans ce qui est censé résoudre ce problème. Si vous aviez conquis la majeure partie de votre voisinage et créé une immense zone de sécurité aux dépens du territoire d'autres pays, alors, en théorie, vous seriez davantage en sécurité. Je pense que c'est

ce que les Israéliens ont cru pendant longtemps. Ça n'a pas marché. Je ne pense pas que cela puisse marcher. Alors, est-ce qu'on peut redevenir le petit Israël ? Je ne sais pas. Je pense que c'est une question difficile. Il est peut-être plus simple, tout bonnement, d'évacuer.

#Glenn

J'avais toujours espéré que, le jour où les États-Unis ne seraient plus en mesure de maintenir leur hégémonie collective, ils s'appuieraient sur leurs systèmes d'alliances pour les transformer en structures régionales de sécurité. En Europe, au Moyen-Orient et en Asie de l'Est, simplement pour préserver cette stabilité. Mais au lieu de mettre en place ces structures de sécurité inclusives, on voit beaucoup d'États en première ligne : les Européens face à la Russie, ou les États du Golfe face à l'Iran. Dieu nous en préserve, s'il se produit quelque chose de semblable en Asie de l'Est. Mais cela crée un véritable chaos.

#Douglas Macgregor

Le chaos est un bon mot pour décrire l'administration Trump, parce qu'au milieu de tout ça, il y a des intérêts sérieux et des préparatifs pour attaquer Cuba. Je trouve ça ridicule. Je pense que c'est insensé. Je ne vois rien de positif à intervenir à Cuba. Nous avons envahi Cuba trois fois avant la Seconde Guerre mondiale. Les gens ne le savent pas. À partir de mille huit cent quatre-vingt-dix-huit, puis en quatre-vingt-dix-neuf. Et chaque fois que nous sommes intervenus à Cuba, nous avons rédigé une Constitution, supervisé des élections, essayé de mettre en place un gouvernement. Tout a échoué. Je ne vois pas pourquoi nous aurions aujourd'hui plus de succès à Cuba que par le passé. Mais le secrétaire Rubio représente évidemment ce lobby.

Et là encore, on revient au problème fondamental de la politique étrangère américaine. La plupart des Américains, au quotidien, ne prêtent pas attention à ce qui se passe à l'étranger. Ça ne les intéresse pas vraiment. On peut voir cela de deux façons. On peut dire : « Oh, c'est horrible, parce qu'ils ont perdu le contrôle de leur gouvernement. » Je suis d'accord. Mais d'un autre côté, j'ai toujours pensé que c'était très sain. Pourquoi devrions-nous nous mêler des affaires des autres pays ? Nous avons un pays tout à fait agréable ici, aujourd'hui. Mais ce n'était pas la vision dominante au cours du vingtième siècle. Quand nous avons eu la capacité de projeter notre puissance, nous l'avons fait. Que cela ait été nécessaire ou non, c'est une autre question, qui mérite débat.

Là, vous dites quelque chose de vrai. Nous ne pouvons pas faire ce que nous faisions autrefois. Cela s'est manifesté, de toute évidence, au Moyen-Orient, avec l'Iran. Je pense qu'à l'avenir, nous en verrons davantage de preuves, tout simplement parce que le monde a grandi. Il s'est remis de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons désormais plusieurs grandes puissances. Elles ont toutes leurs intérêts. Heureusement, elles ne veulent pas la guerre, surtout pas avec nous. Nous, en revanche, nous ne semblons pas nous en soucier. Nous sommes déterminés, comme je l'ai déjà dit, à tenter de revivre le moment unipolaire, que cela ait du sens ou non. Et ça n'en a pas. J'aimerais pouvoir vous apporter de bonnes nouvelles, mais ce n'est tout simplement pas le cas.

Je pense que nous allons avancer en octobre. Octobre est un mois étrange. Beaucoup de choses étranges s'y produisent. Nous pourrions voir des situations exploser dans toutes sortes d'endroits. Je pense que ce que nous avons récemment vu en Angleterre, avec la tentative d'attaque contre une base aérienne que nous utilisons pour nos bombardiers, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Je pense que nous verrons davantage de choses de ce genre à l'avenir. Et, à terme, je pense que nous verrons un grand nombre de personnes, partout dans le monde, vouloir notre départ. Nous ne sommes plus considérés comme une garantie contre ceux qui pourraient leur faire du mal ou intervenir dans leur pays. Nous sommes désormais un aimant à problèmes.

#Glenn

Oui, enfin, s'agissant aussi d'envahir Cuba et, disons, de faire respecter la doctrine Monroe, selon laquelle aucune puissance étrangère ne doit s'implanter près des États-Unis, ça paraît inutile. Parce que, d'après ce que je comprends, ni les Chinois ni les Russes ne songeraient un jour à affronter réellement les États-Unis dans l'hémisphère occidental, comme ils l'ont montré au Venezuela. Tout simplement parce que ce serait insensé. Donc, je pense que si les États-Unis interviennent avec des armes lourdes, ce ne sont pas tant les Chinois ou les Russes dont ils doivent se préoccuper. C'est davantage la résistance régionale. Ils risquent donc de s'enliser.

Mais, pour rester sur les mauvaises nouvelles, je suis actuellement à Moscou. Aujourd'hui, j'ai assisté à une intervention de Sergueï Lavrov et j'ai eu l'occasion de lui poser une question. Et ce qui m'a vraiment frappé dans ce qu'il a dit, c'est à quel point l'attitude envers la diplomatie avec les États-Unis semble avoir changé. Il a parlé de l'Alaska. Il a dit que les Américains avaient proposé un accord qui exigeait un important compromis de la part des Russes. Ils ont accepté ce compromis. Et cela reposait sur l'idée qu'on s'attaquerait aux causes profondes, donc, vous savez, à l'OTAN. Puis, soudainement, plus rien. Ils n'ont plus jamais eu de nouvelles des Américains.

Ils ne parlent plus de l'OTAN. Soudain, Trump présente ça comme s'il s'agissait d'un conflit entre l'Ukraine et la Russie. Et avec les nouvelles sanctions, les armes... Pour reprendre les mots de Lavrov, il a dit que Trump ressemble davantage à Biden chaque jour qui passe. Toutes les sanctions ont été prolongées, et quelques nouvelles ont été ajoutées. Comment voyez-vous évoluer le partenariat russo-américain ? Parce que l'un de mes grands espoirs pour les États-Unis, c'était de mettre fin à toute cette guerre froide, qui dure maintenant depuis un siècle. Ces puissances n'ont pas vraiment besoin d'être ennemies. Je veux dire, cela stabiliserait aussi l'Europe. Mais on voit que ça part dans l'autre sens. Selon vous, où va Trump ? Quelle est la stratégie, ici ? Parce que je ne comprends pas.

#Douglas Macgregor

Il n'y a pas de stratégie. Historiquement, nous n'en avons vraiment jamais eu. À mon sens, la seule formulation claire et cohérente d'une stratégie est venue de George Washington. Et Washington a essentiellement énoncé deux choses. Premièrement, nous ne voulons pas nous mêler des guerres

des autres. Nous devons donc nous soustraire à tout risque d'être entraînés dans de futures guerres à l'étranger, au-delà de nos frontières. Deuxièmement, très franchement, nous, les anglophones, allons conquérir le continent nord-américain. Nous allons avancer de l'Atlantique au Pacifique. C'était notre stratégie. C'est ce que nous avons fait. Si vous revenez sur les différentes guerres que nous avons menées, elles visaient en grande partie à créer ce pays unique, de l'Atlantique au Pacifique, anglophone, avec une seule Constitution, une seule loi et, par conséquent, un seul peuple.

La fois suivante où une quelconque stratégie, si l'on peut appeler ça ainsi, a été clairement formulée, c'était la stratégie d'endiguement proposée par Kennan. Elle a ensuite été militarisée, ce qui a conduit à la tragédie du Vietnam. Car Kennan, à aucun moment, ne défendait une quelconque forme de conflit armé avec le communisme, où que ce soit et à quelque moment que ce soit. Tout cela a été abandonné. Puis, après mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand nous avons découvert que nous étions les derniers encore debout, la puissance dominante sur les plans militaire, économique, financier et politique, au lieu de chercher à bâtir un monde meilleur, comme on dit, un monde dans lequel nous traiterions le reste du monde avec un respect mutuel, en respectant les coutumes des autres, leur mode de vie, leurs lois, et ainsi de suite, nous avons décidé : non, non, non. Sous prétexte de répandre la démocratie par la force des armes, nous allions améliorer les choses pour tout le monde, qu'ils le veuillent ou non.

Alors, je ne sais pas ce que vous avez aujourd'hui, si ce n'est le prolongement de ce qui a commencé en mille neuf cent quatre-vingt-onze. Il faut remonter au projet de directives pour la planification de la défense de mille neuf cent quatre-vingt-onze, rédigé par Paul Wolfowitz. Normalement, ce genre de document est adopté, mais celui-ci a fuité. Et c'est ce à quoi les gens, en interne, ont continué de se référer. Et ce document disait : nous sommes numéro un. Nous devons nous assurer de le rester. Nous devons être prêts à aller n'importe où et à défier n'importe qui, pour garantir que nous restions numéro un. Ils ont considéré une série d'interventions comme des expériences de laboratoire, pour voir dans quelle mesure nous pourrions instaurer ce que nous appelions de nouveaux régimes démocratiques libéraux. Mais, en réalité, nous voulions dire des gouvernements fantoches, qui feraient ensuite ce que nous leur demanderions, commercerait avec nous selon nos conditions, et ainsi de suite. Vous avez donc cette série d'interventions. Après les échecs en Somalie et en Haïti, vous passez ensuite aux Balkans.

Et des Balkans, vous finissez par aller au Moyen-Orient. Et cela, bien sûr, est déclenché par le onze septembre. Mais au lieu de se concentrer sur ce qui était prétendument le problème, à savoir ce petit groupe d'islamistes en Afghanistan, cela s'est transformé, à mon avis, en une croisade à l'échelle de toute la région, pour rendre le monde et la région sûrs pour Israël. Et cela semble avoir été l'impératif stratégique permanent, et ça l'est resté. Voilà où nous en sommes. Et qu'est-ce qu'on obtient en retour ? Je pense que nous avons examiné les milliers de milliards de dollars de dette nationale accumulés entre deux mille un et deux mille vingt-deux : plus de vingt-huit mille milliards de dollars ajoutés à la dette nationale. Nous avons conclu qu'environ huit mille milliards de cette somme étaient dus aux dépenses de défense. Et nous avons emprunté tout cet argent, ce qui veut

dire que nous l'avons imprimé. Personne ne veut acheter nos obligations, ce qui veut dire que nous devons l'imprimer. Le pétrodollar est mort, donc il faut imprimer. Combien de temps encore pouvez-vous imprimer avant que tout ne s'effondre ? Je pense que cela résume assez bien la situation, Glenn.

#Glenn

Permettez-moi de revenir sur quelque chose qu'a dit un de vos amis et anciens collègues, le lieutenant-colonel Daniel Davis. J'étais avec lui à Istanbul il y a quelques jours, et il prononçait un discours. Il faisait remarquer qu'à Washington, ils vivent toujours en mille neuf cent quatre-vingt-douze, comme si la doctrine Wolfowitz était encore d'actualité. Et je me suis dit que nous avons un problème similaire en Europe. C'est-à-dire que nous avons du militarisme sans armée. Tout le monde parle de guerre, mais personne n'a d'armée à utiliser. Donc, nous vivons tous dans le passé, comme si nous étions encore il y a au moins trente ans. Mais cela montre quand même le changement dans l'ordre mondial. Je suppose que c'est ma dernière question. Nous ne nous y adaptons pas volontairement.

J'aurais aimé voir les responsables politiques reconnaître la répartition du pouvoir et ajuster leurs politiques en conséquence, mais ce n'est pas ce qu'on voit. Alors, comment voyez-vous... c'est une vaste question, je suppose... mais comment voyez-vous l'ordre mondial dans lequel nous entrons aujourd'hui ? Parce que si cette ère de domination est terminée, ce n'est pas seulement l'échec des trente dernières années. C'est aussi la fin de siècles de primauté occidentale. Comment voyez-vous l'évolution du monde après cela ? Je veux dire, si l'on ajoute la fin du système financier actuel, dominé par les États-Unis, alors, par définition, tout devient imprévisible. Eh bien, il y a plusieurs choses.

#Douglas Macgregor

Si vous ressortez Paul Kennedy et son livre, « Naissance et déclin des grandes puissances », et que vous regardez en particulier la Grande-Bretagne et l'Empire britannique, vous constatez que l'Empire britannique n'était pas militairement écrasant par ses capacités. Il avait une marine très importante et très puissante. Elle était conçue pour protéger son empire. Et cet empire était outre-mer. Après la Seconde Guerre mondiale, nous avons commencé à prendre la relève de l'Empire britannique. Quand Eisenhower a chassé les Britanniques, les Français et les Israéliens de Suez, en Égypte, les gens ont dit : eh bien, c'était une décision très sage, qui a suscité un immense soutien envers les États-Unis dans le monde arabe et le monde musulman. Mais en réalité, il veillait aussi à ce que nous soyons la seule grande puissance à disposer des ressources pétrolières de la région.

Par la suite, Nixon, qui crée le pétrodollar, essaie de faire de l'Iran une sorte de force par procuration pour nous permettre de garder le contrôle. Et depuis, nous avons renforcé notre position dans le Golfe, parce que nous voulions nous assurer que personne ne tenterait de nous en déloger. Au final, personne ne l'a vraiment fait. Mais une guerre a commencé à cause d'Israël. Et ce qui est

intéressant, c'est que toutes ces tentatives pour garder le contrôle des ressources pétrolières risquent maintenant d'échouer totalement, complètement. Et avec elles, c'est toute notre économie qui est en danger. Pas tant à cause de la question du pétrole, mais à cause des dépenses. Souvenez-vous : autrefois, les guerres étaient liées à des impôts. Quand on partait en guerre, il fallait payer des impôts. Il fallait acheter des obligations de guerre, toutes sortes de choses.

Nous avons si bien géré le conflit coréen qu'il ne restait pratiquement aucune dette liée à la guerre de Corée, parce que nous avons augmenté les impôts. Mais après l'arrivée de Nixon, quand nous nous sommes ruinés au Vietnam, nous sommes entrés dans cette spirale d'impression monétaire où il n'y a plus aucune responsabilité. Parce que si cela n'affecte jamais l'ensemble de la population, eh bien, personne ne s'en aperçoit, et on continue d'imprimer de l'argent. Je pense que nous sommes arrivés au terme de ce processus. Et Paul Kennedy décrit cet avenir inévitable qui nous attend dans son ouvrage de mille neuf cent quatre-vingt-deux. J'encouragerais tout le monde à y revenir et à le lire. Je suis sûr que Paul Kennedy serait ravi de l'entendre. Mais, vous savez, il a écrit un texte brillant, vraiment brillant, et il mérite bien plus d'attention qu'il n'en reçoit. Donc, à ce stade, je ne vois aucune porte de sortie vers autre chose que le désastre. Maintenant, est-ce que ce sera la fin de nous, en tant qu'Américains ?

Bien sûr que non. Mais nous allons devoir nous replier sur nous-mêmes et régler nos problèmes, pour toujours. Heureusement, nous pouvons le faire. Nous sommes une île. Nous ne sommes pas l'Empire romain. Nous n'avons pas de frontières avec des millions d'armées barbares qui fondent sur nous. Nous avons des barbares, mais nous pouvons inverser la tendance. Les Romains ne le pouvaient pas. Nous pouvons survivre aux incursions barbares, parce que nous nous les sommes infligées nous-mêmes. L'Europe doit faire la même chose. Tous ses problèmes sont internes. Ils ne viennent pas de l'extérieur. Il n'y a pas de menace russe. Je pense que la population européenne l'a compris. Je pense que nous faisons partie du problème. Tant que cette histoire d'OTAN existe, parce que nous continuons à la soutenir et à y tenir, tant que nous avons des forces sur le terrain en Europe, les mondialistes résisteront à tout changement positif dans la civilisation européenne.

Ils ne s'intéressent qu'à eux-mêmes. Là où vous êtes, vous avez le même problème que nous. C'est peut-être moins kleptocratique, mais on n'en est pas loin. Et au bout du compte, la seule façon pour l'Europe de se libérer, c'est de se débarrasser de ces gouvernements. Les gens vont devoir se soulever et se libérer eux-mêmes. C'est pour ça que je parle des révolutions de mille huit cent quarante-huit. La bonne nouvelle, c'est que les États sont faibles, et que les forces qui les soutiennent le sont aussi. Ils peuvent donc réussir. Ils peuvent se rebeller. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait autant de sang versé qu'en mille huit cent quarante-huit. Ils peuvent gagner et prendre une nouvelle direction. Je ne sais pas s'ils peuvent y parvenir, mais je pense que oui. Ou plutôt, je devrais dire : je ne sais pas s'ils le feront, mais je soupçonne qu'ils s'en rapprochent. C'est certainement le cas en Grande-Bretagne, d'après ce que j'ai vu.

#Glenn

Oui, eh bien, quand on voit l'imprévisibilité et le chaos qui s'annonce, tout ce qui nous attend, je peux comprendre pourquoi Trump veut inverser le déclin et restaurer la primauté mondiale des années quatre-vingt-dix. Mais encore une fois, on a l'impression que cela ne fait qu'aggraver considérablement les choses. Et c'est, là encore, refuser de voir, vous savez, que cette époque est déjà révolue. Je pense qu'il y a...

#Douglas Macgregor

Oui, il y a une chose de plus que je voudrais dire. Les Américains savent, eux, que nous pouvons être prospères, libres et indépendants sans diriger le monde. Mais leur gouvernement ne le sait pas.

#Glenn

Eh bien, sur ce, Colonel, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Je l'apprécie toujours.

#Douglas Macgregor

Bien sûr. Merci, Glenn.